# Lettre ouverte au Conseil d'État et au Conseil Administratif de Genève

Mesdames les Conseillères d'État, Messieurs les Conseillers d'État,
Mesdames les Conseillères Administratives, Messieurs les Conseillers Administratifs.

Nos associations et des habitant.e.s des Pâquis demandent une décision politique ferme et ambitieuse qui dépasse les clivages pour protéger leur quartier et pour ne pas laisser s'installer une scène ouverte de la consommation de crack et du deal dans les semaines à venir.
Nous affirmons fortement que la fermeture du préau de l'école de Pâquis-Centre ne réglera pas la présence du deal autour des écoles.

## Nous vous demandons

- de prendre la mesure de la crise actuelle,
- qu'un périmètre de sécurité autour des écoles du quartier (zone d'exclusion du deal) soit rapidement instauré,
- d'impliquer et d'intégrer l'ensemble des parties prenantes de notre quartier (associations, commerçant.e.s, habitant.e.s, parents), à l'élaboration de solutions et à la prise de décisions à moyen et long terme,
- une collaboration efficace entre le Canton et la Ville et une approche pluridisciplinaire.

## Historique

Le deal aux Pâquis existe depuis longtemps. L'installation en 2013 de la vidéo-surveillance a déplacé le deal aux alentours des écoles malgré l'opposition de plusieurs associations et habitant.e.s. Des réponses ont été données, mais sans jamais résoudre le cœur du problème. La répression seule ne fonctionne pas.
L'opération School, (pour rappel, la police cantonale et municipale assuraient une présence à pied six fois par jour autour des écoles), avait donné quelques résultats.

## La situation actuelle - crise du crack

Nous sommes aujourd'hui dans une situation de crise aiguë liée à l'arrivée de la vente du crack et à sa consommation dans notre quartier [réf. 1]. Cette détérioration du climat est perceptible par tou.te.s. Habitant.e.s, associations, professionnel.le.s, parents, nous faisons tou.te.s le constat que beaucoup de personnes consomment davantage dans les rues aux alentours de l'école depuis ces derniers mois.

Nous constatons une réelle souffrance des habitant.e.s, des parents, des enfants à cause de cette situation, mais aussi des personnes qui consomment, de leurs proches et des professionnel.le.s engagé.e.s sur le terrain.
C'est ainsi que nous demandons des moyens supplémentaires pour prendre en charge ces personnes en souffrance et souvent en situation de grande précarité.

## Une récente campagne de presse

Depuis dix jours, les manchettes des journaux genevois parlent de notre quartier et maintiennent les lecteurs.rices en haleine. Nous avons pu lire et entendre des explications fallacieuses, des amalgames simplistes, ce qui nous choque profondément.

### Consommation de crack

La consommation de crack a lieu de jour comme de nuit dans le quartier.
Nous pensons que nos enfants ne devraient pas avoir à croiser les consommateurs.trices sur le chemin de l'école, ni lorsqu'ils se rendent à la bibliothèque ou au centre de loisirs.

### La pauvreté et le sans-abrisme

Dans notre quartier, une distribution de repas aux plus démunis se fait cinq fois par semaine depuis la crise sanitaire. Ce ne sont pas ces distributions de repas qui attirent le deal ou le crack. La pauvreté existe et elle peut être vue et expliquée à nos enfants.

### Les rues piétonnes et la végétalisation

Les associations s'opposent à l'idée que la piétonnisation aurait favorisé le développement du deal et de la consommation autour des écoles. Au contraire, les aménagements demandés par nos associations depuis des années, ont pour but d'améliorer la qualité de vie. Le retard dans les aménagements a nui à une utilisation positive des espaces publics par les habitant.e.s.
Nos longs combats pour une piétonnisation du quartier et pour une occupation positive de l'espace public ne peuvent pas nuire au travail de la police. A l'heure du réchauffement climatique, de plus en plus de centres-villes se piétonnisent. Les modes opératoires de la police doivent, eux aussi, s'adapter à cette autre urgence. Nous souhaiterions des passages à pied de la police bien plus nombreux en cette période de crise que vit le quartier.

### Préaux

Nous pensons que la fermeture nocturne du préau ne mettra pas fin au deal, ni à la consommation de drogue, étant donné qu'actuellement, le deal se fait dans les rues alentour, dans les cours ou entrées d'immeubles.
Nous sommes fermement opposé.e.s à tout rehaussement des barrières, des portails et portiques du préau.
Nous préconisons des mesures d'accompagnement indispensables.

### Nous demandons aujourd'hui une intervention forte

Nous demandons de créer un périmètre de sécurité autour des écoles des Pâquis (école de Zurich, école de Pâquis-Centre et de De-Chateaubriand), des centres de loisirs, et dans les espaces de déambulation entre ces lieux.
Nous demandons d'étudier la régulation du deal en s'inspirant des pratiques d'autres villes en Suisse [réf. 2].

La crise actuelle exige une volonté politique pour des mesures fortes, d'allouer les moyens financiers et humains adéquats pour répondre rapidement à cette situation de crise.

Il s'agit d'intervenir au niveau de la sécurité, mais aussi de la prise en charge sociale et médicale, et de la prévention.

Nous vous remercions pour votre attention et sommes volontiers à disposition pour travailler sur les réponses à donner à cette situation de crise.

## Signataires

Des associations du Collectif de Bien Vivre au Pâquis
Contact bienvivreauxpaquis@gmail.com

**Association des Habitants des Pâquis (Survap)**
pour contact Pierre Fuchs
Brigitte Studer

**Association Maison de quartier des Pâquis**
pour contact Agnès Denis François
Marianne Chabbey

**Association Ludothèque des Pâquis**
pour contact Vassia Quiquerez

**SGS Solidarité Pâquis**
pour contact Francesca Olivetti

**Association les Créateliers**
pour contact Richard Noli

**Association Barakopakis**
pour contact Nadine Fischer